

## *Les engagements internationaux*

Instruments juridiques qui vont régir les relations entre Etats. Ce sont des sources formelles du droit international, c'est-à-dire des procédés d'élaboration du droit. A côté il y a les sources matérielles, c'est le contenu issu de cette élaboration du droit international, de ces instruments.

Ces engagements peuvent s'établir sous la base de contrats écrits (sources conventionnelles), et avec la coutume, c'est-à-dire le respect spontané de pratiques reconnues par le DI (sources non conventionnelles). Il n'y a pas sur le plan international de hiérarchie entre les sources.

### **I. Les traités**

→ désigne « tout accord conclu entre deux ou plusieurs sujets de DI, destiné à produire des effets de droit, et régit par le droit international ».

C'est un accord écrit. Il existe des accords verbaux, on parle alors d'accord international : les 2 ont la même valeur.

### **-5- Définition**

Il faut un concours de volonté entre les parties à un accord (c'est ce qui le distingue de l'acte unilatéral).

Un traité est conclu entre des sujets de droit international (dans le cadre du droit international, car les Etats passent des traités avec des organisations) : des Etats.

Il produit des engagements ayant force obligatoire entre les parties.

Il est régit par le droit international.

Il existe différentes sortes de traités (dans leur forme) :

- traité en forme solennelle, ou en forme

- traité

le plénipotentiaire est désigné par les autorités (personne à qui l'Etat donne plein pouvoir pour les dossiers) cela peut être le chef de l'Etat ou le ministre des affaires étrangères. En France c'est le chef de l'Etat qui négocie les traités.

En ce qui concerne les traités multilatéraux ; la procédure de négociation est faite dans le cadre de conférences diplomatiques qui sont la réunion de plénipotentiaires, soit des conférences ad hoc (qui sont faites pour un objet précis) elles ont leurs propres règles de fonctionnement. Une fois que le texte est adopté la conférence disparaît.

Les Etats négocient à travers des délégations qui devront être chargées de négocier le futur traité.

Certains traités sont faits directement dans les organisations internationales (ex : l'ONU)

En général dans les délégations d'Etat il y a des commissions et des sous-commissions qui élaborent des parties du traité (compromis global ou package deal)

On négocie donc pour aboutir sur des points particuliers mais toutes ces commissions ne seront définitives que lorsque on trouve une position commune : en général les traités sont votés à la majorité (c'est toujours extrêmement difficile d'accorder les points de vue (cela peut durer très longtemps : la négociation sur le droit de la mer a duré 10 ans) tant que l'on est pas d'accord sur tous les points la négociation continue

Un traité comprend en général 3 grandes parties :

- un préambule (les parties contractantes , l'exposé du motif )
- un dispositif (l'ensemble des articles )
- annexes (on détaille un peu les choses)

## **B) La conclusion**

### **1. La négociation**

#### **2. L'adoption :**

Elle se fait par la signature du textes par toutes les parties. Elle marque la fin des négociations, elle permet d'authentifier le texte .( En fonction de la classification dans les accords simplifiés la signature suffit).

Le traité signé ne s'impose pas a l'Etat, il produit certains effets de droit car il faut que les Etats expriment chacun leur tour leur consentement.

- Pour les accords solennels on dissocie la signature du consentement , qui se fait par la ratification (acte qui émane de l'autorité Etatique par des instruments de ratification appelés « lettres de ratification » qui sont déposée soit auprès de l'Etat dans lequel le traité a été signé (pour les traités multilatéraux ) soit auprès de l'ONU

l'Etat n'est lié que lorsque ces lettres ont été enregistrées auprès de l'Etat ou de l'ONU

- Pour les accords simplifiés la signature engage l'Etat immédiatement :la procédure est donc beaucoup plus courte ,l'Etat n'a pas besoin de passer par le Parlement. En France (art 55) c'est le chef de l'Etat qui ratifie et signe (sous réserve d'accord du Parlement )

### **3. L'entrée en vigueur**

- En général dans les accords en forme simplifiée la signature vaut la aussi entrée en vigueur

-dans les accords solennels c'est après plusieurs « lettres de ratification » dit instrument de ratification pour raccourcir les délais on fixe des seuils (ex pour la convention des nations unies signée en 82 et entrée en vigueur en 94 car on attendait 60 instrument de ratification.

### **4. L'enregistrement et la publication**

C'est obligatoire et c'est généralement le rôle de l'ONU.

### **5. Dispositions particulières aux traités**

#### **internationaux**

-pour les traités multilatéraux : ils sont ouverts (pour la plupart) on peut y adhérer par la suite (ce n'est pas le cas pour l'UE ou il faut un certain nombre de conditions ) Les Etats peuvent ; si le traité le prévoit , faire des réserves sur les dispositions du traité (surtout pour ceux qui adhèrent par la suite).

## **C) L'application**

Le traité est obligatoire envers les parties ,mais peut avoir un effet aussi envers les Etats tiers (ceux qui n'ont pas signé)

## **-6- L'effet des traités entre les parties contractantes**

Art 26 de la convention de Vienne : tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté de bonne foi

- Règle PACTA SUMT SER VANDA on s'engage à se soumettre aux dispositions du traité
- L'exécution de bonne foi ; l'Etat ne peut plus faire ce qu'il veut car il a consenti à limiter sa liberté ; il ne doit pas frauder les dispositions du traité ; il doit s'abstenir de commettre toute action qui puisse priver le traité de son but et de son objet : il doit respecter l'esprit du traité ainsi que son objectif

### *a – Dans l'ordre international*

- 7- Le principe de non rétroactivité.

### *b – Dans l'ordre interne*

- Dispositions qui s'appliquent directement aux particuliers dans l'ordre interne (concerne les Etats + les ressortissants des Etats) ils doivent alors être transposés dans l'ordre interne par des normes (lois, décrets ...)

En France art 55 de la constitution : les traités sont supérieurs à la loi dans la hiérarchie des normes.

## **2 – L'effet des traités à l'égard des tiers**

(les Etats tiers ne sont pas partie contractante au traité) en principe les traités n'ont pas de répercussion sur les Etats qui n'ont pas ratifié sauf si :

- Les Etats tiers acceptent de ratifier sans être partie à un traité (lié par une ou plusieurs dispositions du traité).
- 8- La stipulation pour autrui : lorsque les Etats qui sont parties au traité entendent créer des droits au profit d'un Etat tiers
- 9- Ils peuvent aussi les Etats tiers sans leur consentement : il y a la remise en cause de la souveraineté des Etats : c'est un fait qui s'impose directement dans l'ordre international (certains Etats ne font pas partie de l'ONU mais peuvent difficilement échapper à certaines règles /pour le droit de la mer d'une façon ou d'une autre les Etats y seront soumis, c'est un fait.

## **D) La modification des traités.**

Le principe est que les traités ne sont pas toujours clairs et doivent être interprétés :

- L'interprétation authentique appartient à celui qui a le pouvoir de modifier cette règle, ou un tiers.
- La modification peut être unilatérale (un Etat interprète lui-même ce qui fixe ses propres obligations)
- Interprétation collective : l'ensemble des parties du traité donne son interprétation  
→ cela peut se faire à l'élaboration ou à signature du traité ; ou postérieurement
- L'interprétation non authentique sera dévolue à un juge indépendant (soit un juge international /soit

un arbitre international).

Le traité est fruit de certaines circonstances extérieures qui changent ;il faut donc réviser les traités (surtout sur les aspects techniques)

Normalement il est amendé par accord des parties .Très souvent dans les accords multilatéraux le traité comporte des closes de révision .

Le problème se pose de savoir si cette modification doit être signée par l'ensemble des parties ,auquel cas il y aurait très peu de modifications ( pour les grands traités avec 150 parties)

On ne demande alors plus l'unanimité mais une majorité précisée dans les closes du traité .

Si une partie n'accepte pas la modification cette dernière ne s'appliquera pas pour cette partie.

### **E) extinction /suspension des traités**

2 modes de fin d'un traité :

\* Selon la volonté des parties :

-extinction : la plupart du temps les traités sont conclus pour une durée indéterminée ,certains comportent leur propre mode d'extinction (close résolutoire qui peut subordonner l'extinction du traité a certaines conditions).

-lorsqu'un traité se substitue a un autre , l'ancien traité disparaît dès l'entrée en vigueur du nouveau traité .

En l'absence de close expresse il peut y avoir des closes implicites (un traité s'éteindra quand les parties seront parvenues a leur engagement )

-la suspension :

le traité lui-même subsiste ,seules les normes qu'il contient cessent de produire leur effet (souvent pour un Etat partie particulier)

très souvent cette suspension est prévue dans les closes suspensives ou on en précise les conditions.

- La dénonciation ; l'instrument et la norme subsistent mais le traité ne s'appliquera plus a une partie particulière .En principe ce n'est possible que si c'est prévu par le traité (les traités de paix ne peuvent faire cela).

\* La fin du traité selon des circonstances extérieures :

- La violation substantielle du traité par une partie qui peut entraîner sa suspension jusqu'à cessation de la violation .

- En situation de conflit armé :les traités bilatéraux prennent fin entre les parties belligérantes (pour les traités multilatéraux seules les parties en guerre se retirent )

- L'impossibilité d'exécution par la survenance d'une situation particulière

- Le changement radical de circonstances (par rapport a l'initial)

### **-10-Les engagements non conventionnels**

A coté des sources conventionnelles (contrat, engagement de volonté des parties).

### **F) des modes de formation spontanés du droit international.**

#### **1) la coutume.**

Mode de formation du droit de façon générale .

L'origine du droit international repose sur le droit coutumier .C'est une source de droit non écrite (en principe) même si aujourd'hui il y a un effort de codification des coutumes de droit international

→ la Cour internationale de justice se réfère « a la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit » c'est-à-dire qui naît de faits et de leur accumulation dans le temps .

Pour que le processus coutumier opère il faut 2 éléments pour le cristalliser

-un élément matériel :l'accomplissement d'actes répétés (des précédents)

-un élément psychologique : l'opinio juris qui consiste en la conviction pour les sujets de droit qu'en suivant une pratique déterminée ils obéissent a une règle de droit

- L'élément matériel.

#### **a) Les précédents.**

Des comportements qui peuvent correspondre a des actes émanant de sujets de droit international .

ex : les actes des Etats qui ont une incidence en droit international (déclarations, prises de position au sein d'instances internationales ou des actes des institutions internationales, accomplies par des juridictions internationales).

#### **b) une répétition de ces précédents dans le temps et dans l'espace.**

C'est ce qui va transformer progressivement une pratique, un usage en coutume (usage et uniforme) ce qui signifie que les actes successifs sont semblables les uns aux autres .

Pour qu'il y ait création de coutume internationale il faut qu'un certain nombre d'Etats le fasse.

- Il faut que la répétition soit régulière et constante, il n'y a pas de laps de temps déterminé.

-11-Répétition dans l'espace : la répétition doit être le fait de la majorité des Etats (mais pas unanimité forcément).

#### **2) Elément psychologique :**

Il faut un sentiment d'être juridiquement lié par cette pratique de la part des Etats.

#### **G) Principes généraux de « droit ».**

- Principes juridiques non écrits et reconnus par es nations civilisées

-12-Ils sont dégagés par la jurisprudence et viennent en fait du droit interne des Etats. Ils sont communs a la plupart des systèmes juridiques nationaux et reconnus par le juge international (ex: réparation du préjudice, le respect des droits de la défense...).

#### **H) Les actes unilatéraux.**

Ils sont des sources volontaires d'un sujet de droit international qui tend à créer des

effets de droit.

Par définition c'est l'acte d'un seul Etat.

IL n'est pas nécessairement accepté par les autres sujets de droit international, s'impose de lui-même et est souvent lié à des actes conventionnels (ex : acte d'adhésion à un traité)

Il existe d'autres actes qui ne sont pas en lien avec des actes conventionnels (ex : la reconnaissance), notification lorsqu'un Etat décide d'agir sur le plan interne.

Les Etats doivent respecter les obligations qu'ils s'imposent à eux-mêmes et n'ont pas l'entière liberté de revenir sur ce qu'ils ont décidé précédemment

Ces actes peuvent-ils créer des obligations vis-à-vis d'autres sujets de droit international ?

En théorie non, sauf :

- Lorsqu'un Etat agit comme représentant de la société internationale pour intervenir auprès d'un autre Etat.

(les actes unilatéraux qu'il prendra auront une portée sur les autres sujets de droit)

- Quand un Etat exerce des compétences établies par la communauté internationale

Le terme de résolution désigne les actes pris par les organisations internationales

.Parmi elle certaines ont un caractère obligatoire (décisions) d'autres non (recommandations)

Les décisions créent des obligations à la charge des destinataires.

Les actes normateurs et auto normateurs (qui concerne le fonctionnement de l'organisation en ce qui concerne le fonctionnement interne)

- Les actes auto normateurs peuvent aussi gérer des fonctionnements de l'organisation (avec les pays membres)

- Les actes hétéro normateurs créent directement des obligations vis-à-vis des Etats membres (ex certaines décisions de l'ONU)

\* Les recommandations.

Ne font que proposer (pas de valeur obligatoire) aux Etats membres. Elle ne devient obligatoire que si elle est acceptée par le destinataire.

Si elles ne sont pas obligatoires elles ont quand même une valeur normative importante (les Etats sont tenus de l'examiner de bonne foi) Puisqu'elle définit un comportement elle modifie l'ordre international et si une majorité d'Etats acceptent les autres seront tentés de le faire aussi : on arrive alors à des coutumes au bout d'un certain temps.

Les décisions qui ont cette portée sont assez rares.

## **I) Les actes concertés non conventionnels**

**Définition** : instruments issus d'une négociation entre personnes habilitées à engager l'Etat et à encadrer les relations de celui-ci sans pour autant avoir un effet obligatoire (souvent issu des conférences entre les chefs d'Etats) : valeur voisine des recommandations.

Ils se présentent souvent comme des traités (forme simplifiée)

Le fait qu'il ne soit pas obligatoire fait que ces actes n'engagent pas la responsabilité internationale, ils n'obéissent pas aux règles des traités, par contre ils sont généralement respectés par les Etats au même titre que les traités (l'Etat qui ne respecterait pas un engagement de ce type serait déconsidéré).